



## SERVICES TECHNIQUES URBAINS ET INFRASTRUCTURES PUBLIQUES

### SOMMAIRE

---

1. Agenda .....	1
2. Transversal Services Techniques Territoriaux .....	2
3. Architecture bâtiment et logistique .....	2
3.1 Génie énergétique.....	2
3.2 Gestion des bâtiments.....	5
4. infrastructures publiques et réseaux .....	6
4.1 Patrimoine de voirie.....	6
4.2 Eau et assainissement .....	7
4.3 Infrastructures portuaires, aéroportuaires et fluviales.....	10
5. ingénierie écologique .....	10
5.1 Environnement .....	10
5.2 Nature et paysage urbain .....	12
5.3 Déchets et propreté.....	13

### 1. AGENDA

---

**Séminaire national « L'eau et ses nouvelles gouvernances : quelles solidarités ? Quelles échelles territoriales ? Quels métiers ? »**

12 décembre 2013 - Montpellier – AGROPARIS TECH - CNFPT / Inset Montpellier

**Rencontre territoriale des Directeurs de services techniques : « quelle organisation des services techniques en période pré-électorale ? »**

jeudi 16 janvier 2014 – Montpellier - AITF / INSET Montpellier

## 2. Transversal Services Techniques Territoriaux

---

### **L'ingénierie publique locale en quête de nouveaux repères / LENORMAND Anne**

LOCALTIS.INFO, 19/11/2013

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&cid=1250266225913&jid=1250266230929> - Edition du 22/11/2013

Alors que le rôle d'appui de l'Etat ne cesse de diminuer, les collectivités doivent de plus en plus compter sur elles-mêmes pour exercer leurs compétences en matière d'instruction des permis de construire et dans les domaines techniques (voirie, réseaux, bâtiment, informatique, etc.). Plusieurs expériences d'ingénierie prise en charge par des intercommunalités ou à l'échelle départementale ont été présentées le 20 novembre lors d'un atelier du congrès de l'Association des maires de France (AMF). Mais ces formes de solidarité territoriale suffiront-elles à pallier le désengagement de l'Etat ? Certains élus s'interrogent.

### **Suppression de l'Atesat : Cécile Duflot précise le nouveau dispositif de conseil aux collectivités /**

LENORMAND Anne

LOCALTIS.INFO, 19/11/2013

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266208155&cid=1250266205924>

Prévue par l'article 66 du projet de loi de finances pour 2014, la suppression de l'assistance technique de l'Etat pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire (Atesat) a été votée par les députés en séance le 8 novembre. Les amendements qui ont tenté de reporter la réforme de 2014 à 2016 ont été rejetés.

### **Mutualiser les services techniques territoriaux : une question d'échelle / VASSALLUCCI JEAN-LOUIS, COUDURIER NOELIE**

TECHNI.CITES, n° 258, 08/11/2013, p. 31-36

L'idée de « mutualiser » s'impose quand il est nécessaire d'élever des outils techniques à une échelle pertinente. Dans la conjoncture actuelle, il s'agira de pallier la disparition des services déconcentrés de l'État et de se mobiliser sur les actions que les collectivités ne peuvent plus exercer de façon esseulée. Mais pas seulement : au cœur d'une crise où les mutations s'accroissent, les territoires veulent peser sur leur propre devenir et disposer pour cela de dispositifs techniques efficaces.

### **Nathalie Vernay, DST de proximité / POINAS SEGOLENE**

TECHNI.CITES, n° 258, 08/11/2013, p. 68

[http://www.territorial.fr/PAR\\_TPL\\_IDENTIFIANT/22146/TPL\\_CODE/TPL\\_REV\\_ARTSEC\\_FICHE/PAG\\_TITLE/Nathalie+Vernay+DST+de+proximit%E9/346-fonction-publique-territoriale-tous-nos-articles-de-presse.htm](http://www.territorial.fr/PAR_TPL_IDENTIFIANT/22146/TPL_CODE/TPL_REV_ARTSEC_FICHE/PAG_TITLE/Nathalie+Vernay+DST+de+proximit%E9/346-fonction-publique-territoriale-tous-nos-articles-de-presse.htm)

À la tête des services techniques du Bourget-du-Lac (Savoie), Nathalie Vernay conjugue terrain et direction d'équipe. Une proximité indispensable dans une petite commune aux enjeux importants.

## 3. Architecture bâtiment et logistique

---

### 3.1 Génie énergétique

#### **Actualité "Energie et Territoire"**

Site d'Energy Cities

<http://www.energy-cities.eu/-Actualite-Energie-et-Territoire-du,705->

A l'occasion du débat sur la transition énergétique, Energy Cities a créé une liste de diffusion réservée aux questions « énergie et territoires » du débat.

### **Transition énergétique : encore en travaux / VERHAEGHE LAURE**

VALEURS VERTES, n° 125, 30/11/2013, p. 26-30

La loi sur la transition énergétique, initialement prévue pour cet automne, a été repoussée à fin 2014. Ce report, un de plus en matière d'environnement, peut laisser un peu de temps à la réflexion. A l'occasion du Congrès des Maires, Valeurs Vertes est partenaire de l'atelier "Quelles politiques locales pour la transition énergétique ?". En amont des débats, voici le point de vue éclairé de trois experts, tiré de leurs interventions lors d'une de nos manifestations : Ivan Grenetier (Club des Mines Environnement), Cédric Philibert (Agence Internationale de l'Energie) et Pierre Radanne (Association 4D).

### **Le choix stratégique du renouvelable / GALA RAPHAELLE**

VALEURS VERTES, n° 125, 30/11/2013, p. 36-37

100 % de gaz renouvelable dans les tuyaux d'ici 2050 : c'est l'ambition de GRTgaz, qui voit dans la transition énergétique la garantie de la rentabilité de ses installations. Patrick Pelle, directeur des Affaires publiques et du développement durable, explique la stratégie du plus grand transporteur de gaz naturel d'Europe.

### **Efficacité énergétique, un marché qui s'intensifie.**

ECOLECTIVITES PENSER GLOBAL, AGIR LOCAL, n° 43, 30/11/2013, p. 6-19

- quatre nouveaux instituts dédiés à la transition énergétique
- qu'est-ce que l'efficacité énergétique ? Qui "fait" l'efficacité énergétique ?
- les politiques et les prix dirigent le secteur de l'efficacité énergétique
- les marchés énergétiques sont variés et en croissance
- un rapport de l'Ademe et du Conseil Mondial de l'Energie sur l'efficacité énergétique dans le monde
- plus d'efficacité pour moins d'intensité
- les collectivités, acteurs de la performance énergétique des bâtiments. Expérience : la région Picardie innove avec le Service Public d'Efficacité Energétique...
- le Conseil Mondial de l'Energie met en lumière le trilemme énergétique.

### **Tirer profit des certificats d'économies d'énergie / VILLE FREDERIC**

COURRIER DES MAIRES ET DES ELUS LOCAUX (LE), n° 273, 30/11/2013, p. 82

L'article définit les règles du système des certificats d'économies d'énergie (CEE), explique quels sont les projets à valoriser par les collectivités territoriales et quels sont les prix de revente et les méthodes de vente.

### **Comment équiper sa ville d'un éclairage public durable ? / BECUWE Maëlle**

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1722, 30/11/2013

Schéma d'aménagement lumière, plan ou charte lumière ou bien les trois ? Les outils à la disposition des acteurs de l'éclairage public ont chacun leur utilité dans la mise en oeuvre d'un éclairage public durable.

### **Energie : Strasbourg défie le privé / BOMSTEIN DOMINIQUE**

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1722, 30/11/2013, p. 34-35

En s'appuyant sur sa société de gaz, la capitale alsacienne lance un pôle public de l'énergie, avec deux objectifs : l'optimisation énergétique, mais aussi tarifaire.

### **Bâtiments publics : les clés de la rénovation énergétique / TUBIANA FABIAN**

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1722, 30/11/2013, p. 53-61

Finances en berne et exigences en hausse, l'équation de la rénovation énergétique du parc immobilier des communes se complexifie. Pour plus d'efficacité, elles devront monter un projet global et faire preuve d'imagination : optimisations techniques, mobilisation des usagers, financements innovants... De plus en plus de structures se mobilisent pour les y aider.

### **Metz mutualise son réseau de comptage**

CAHIERS TECHNIQUES DU BATIMENT (LES), n° 328, 30/11/2013, p. 30-32

Un chantier peut en cacher un autre. La rénovation énergétique de huit gymnases de la ville de Metz a été l'occasion de mutualiser un réseau sans fil de comptage. Déployé pour la télé relève des compteurs d'eau de la commune, il a été mis à profit pour le suivi énergétique des gymnases.

### **Equipements sportifs performants énergétiquement : un leurre? / BAYEUX PATRICK**

TECHNI.CITES, n° 259, 23/11/2013, p. 27-32

Hors charges de personnel, l'énergie représente la principale source de dépenses de fonctionnement d'un équipement sportif. De nombreuses solutions existent aujourd'hui pour optimiser la performance énergétique d'un équipement sportif et même aller jusqu'à un bâtiment à énergie positive (Bepos)

### **L'hydrogène se frotte aux énergies renouvelables / DESCAMPS OLIVIER**

TECHNI.CITES, n° 259, 23/11/2013, p. 24-25

[http://www.territorial.fr/PAR\\_TPL\\_IDENTIFIANT/22228/TPL\\_CODE/TPL\\_REV\\_ARTSEC\\_FICHE/PAG\\_TITLE/L%27hydrog%E8ne+se+frotte+aux+%E9nergies+renouvelables/346-fonction-publique-territoriale-tous-nos-articles-de-presse.htm](http://www.territorial.fr/PAR_TPL_IDENTIFIANT/22228/TPL_CODE/TPL_REV_ARTSEC_FICHE/PAG_TITLE/L%27hydrog%E8ne+se+frotte+aux+%E9nergies+renouvelables/346-fonction-publique-territoriale-tous-nos-articles-de-presse.htm)

Arlésienne du monde de l'énergie, l'hydrogène refait surface pour pallier l'intermittence de l'électricité renouvelable et pour valoriser certains biogaz. Les collectivités territoriales participent activement à la recherche dans ce domaine.

### **Genève injecte le biogaz produit par ses boues d'épuration / DESCAMPS OLIVIER**

TECHNI.CITES, n° 259, 23/11/2013, p. 37

[http://www.territorial.fr/PAR\\_TPL\\_IDENTIFIANT/22233/TPL\\_CODE/TPL\\_REV\\_ARTSEC\\_FICHE/PAG\\_TITLE/EUROPE+%3A+Gen%E8ve+injecte+le+biogaz+produit+par+ses+boues+d%27%E9puration/346-fonction-publique-territoriale-tous-nos-articles-de-presse.htm](http://www.territorial.fr/PAR_TPL_IDENTIFIANT/22233/TPL_CODE/TPL_REV_ARTSEC_FICHE/PAG_TITLE/EUROPE+%3A+Gen%E8ve+injecte+le+biogaz+produit+par+ses+boues+d%27%E9puration/346-fonction-publique-territoriale-tous-nos-articles-de-presse.htm)

En France, malgré un projet de décrets en discussion, l'injection de bio méthane dans les réseaux de gaz naturel est toujours cantonnée aux installations valorisant des déchets agricoles et autres déchets ménagers. En Suisse, le biogaz des stations d'épuration est accepté depuis 2008. Illustration avec les Services industriels de Genève qui viennent de se lancer.

### **Certificats d'économies d'énergie : de nouvelles fiches disponibles / MARCANGELO-LEOS PHILIE**

LOCALTIS.INFO, 22/11/2013

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266230929&cid=1250266227228>

Un arrêté publié au Journal officiel du 21 novembre 2013 contient de nouvelles fiches pour les opérations standardisées d'économies d'énergie les plus courantes (isolation, équipements, éclairage, moyens de chauffage, etc.). Ces fiches à caractère réglementaire permettent de préciser les conditions d'éligibilité et les modalités d'évaluation des économies d'énergie. A ce jour, 269 fiches réparties en six secteurs (bâtiments résidentiels, bâtiments tertiaires, industrie, réseaux, transports et agriculture) sont ainsi associées à ces opérations et déterminent un forfait d'économies d'énergie correspondant. Ce douzième arrêté prévoit la création de 35 nouvelles fiches d'opérations standardisées (annexe 1) et la révision de 44 fiches existantes (annexe 2)

Consulter l'arrêté :

[http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=95866649F87FE9D5DE45F6B678709A48.tpdjo03\\_v\\_2?cidTexte=JORFTEXT000028218486&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000028218362](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=95866649F87FE9D5DE45F6B678709A48.tpdjo03_v_2?cidTexte=JORFTEXT000028218486&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000028218362)

### **La Picardie crée le premier service public de l'efficacité énergétique / LUNEAU SYLVIE**

LOCALTIS.INFO, 19/11/2013

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266208155&cid=1250266196194>

La Picardie est la première région à s'engager dans un service public de l'efficacité énergétique (SPEE), nouveau dispositif issu de la loi Brottes votée en mars dernier. Mis en oeuvre par une régie dédiée, les premiers travaux de rénovation sont prévus pour janvier 2014.

### **Réseaux intelligents, la révolution opportune / BROUCK THAIS**

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5737, 08/11/2013, p. 14-16

<http://services.lemoniteur.fr/archive/22814914>

En quelques années, les smart grids ont pris corps. De nombreux projets ont vu le jour dans l'énergie qui mobilisent des équipes pluridisciplinaires et imposent de nouvelles façons de travailler.

**Rénovation thermique : vers une montée en puissance de la mention RGE / FABREGAT Sophie**  
ACTU-ENVIRONNEMENT.COM, 05/11/2013

<http://www.actu-environnement.com/ae/news/rge-reconnu-garant-environnement-renovation-energetique-19859.php4>

Mise en place en 2011 pour reconnaître les entreprises et artisans bénéficiant d'une qualification professionnelle reconnue en matière de rénovation énergétique, la mention RGE évolue. Une montée en puissance nécessaire puisqu'à partir du 1er juillet 2014, seuls les particuliers faisant appel à des professionnels qualifiés RGE pourront bénéficier du crédit d'impôt développement durable (CIDD) et de l'éco-prêt à taux zéro. L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) étudie également l'éco-conditionnalité de certaines de ses aides au 1er janvier 2015.

**Collectivités territoriales et énergie : les outils locaux de planification énergétique / FONTAINE CECILE**  
GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2195, 04/11/2013, p. 56-58

<http://archives.lagazettedescommunes.com/22729454/les-ew-outils-ew-ew-locaux-ew-de-ew-planification-ew-ew-energetique-ew>

Les collectivités disposent d'outils de planification spécifiques en matière de politique énergétique dont l'élaboration nécessite la collecte de certaines données. Mais elles peuvent également intervenir dans ce domaine par le biais des documents d'urbanisme.

**Performance énergétique : un décret prévoit l'extension de l'étude de faisabilité /**  
MARCANGELO-LEOS PHILIE

LOCALTIS.INFO, 04/11/2013

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=?cidTexte=JORFTEXT000028143596&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>

Un décret, publié au Journal officiel du 3 novembre 2013, impose la réalisation d'une étude de faisabilité des approvisionnements en énergie aux bâtiments neufs de plus de 50 m2.

**Transition énergétique : le Nord-Pas-de-Calais engage sa troisième révolution industrielle / BITTER**  
MAXIME

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5736, 01/11/2013, p. 30-31

<http://services.lemoniteur.fr/archive/22728887>

L'économiste et prospectiviste américain Jeremy Rifkin vient de remettre à Lille son master plan pour la région Nord-Pas-de-Calais. Une stratégie sur trente ans, où le bâtiment occupe une position centrale.

**L'éclairage nocturne des bâtiments non résidentiels / GRAINDORGE JOEL**

FICHES PRATIQUES TECHNIQUES, n° 173-10/61, 11/2013, 4 p.

Depuis le 1er juillet 2013, l'éclairage nocturne des bureaux et des commerces doit être restreint. En application de la loi Grenelle 2, un décret puis un arrêté ont précisé les modalités d'application de cette disposition : le champ d'application, les règles de limitation, les dérogations, le contrôle de la réglementation et l'accompagnement des collectivités.

## 3.2 Gestion des bâtiments

**L'abbaye de Fontevraud, 900 ans et une énergie folle / BAUDIFFIER Claire**

TERRA ECO - LE MAGAZINE QUI CHANGE LE MONDE, n° 52, 30/11/2013, p. 74-75

Avec ses panneaux photovoltaïques et ses chaudières high-tech, l'édifice religieux fait feu de tout bois pour réduire son empreinte. Et la "cité idéale" devient "cité durable". Visite guidée.

**Surveiller et améliorer la qualité de l'air dans les écoles / LESQUEL EMMANUELLE**

COURRIER DES MAIRES ET DES ELUS LOCAUX (LE), n° 273, 11/2013, p. 74-75

Au 1er janvier 2015, la surveillance de la qualité de l'air sera obligatoire dans les écoles maternelles. Un rappel de la loi, trois conseils et le compte-rendu de l'expérience de la communauté urbaine de Bordeaux complètent cet article.

**Comment évaluer la qualité environnementale d'un bâtiment ? / STEPHANT JEAN-PAUL**  
FICHES PRATIQUES TECHNIQUES, n° 173-01/102, 11/2013

Construire un bâtiment implique désormais de prendre en compte son impact environnemental. Certifications et marquage CE sont des aides précieuses au moment du choix des matériaux mais d'autres outils existent pour réaliser une évaluation de la performance environnementale des ouvrages réalisés.

**Les éco matériaux font leurs preuves / NICOLAS JULIE**

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5736, 01/11/2013, p. 42-44

Paille, fibre de bois, chanvre et maintenant miscanthus ou huile de ricin, les matériaux biosourcés connaissent un engouement croissant à condition d'être validés techniquement et économiquement.

**Instrumentation : la surveillance de la qualité de l'air se met en place / BELGNAOUI Youssef**

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5735, 25/10/2013, p. 58-59

Le contrôle périodique de la qualité de l'air (CO<sub>2</sub>, formaldéhyde et benzène) devient obligatoire pour certains établissements recevant un public sensible. Les appareils dédiés à ces mesures se multiplient.

**Construction durable : les équipements révèlent enfin leur empreinte écologique / LAURENT Michel**

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5735, 25/10/2013, p. 48-49

Au-delà de l'aspect énergétique, le "profil environnemental produit" (PEP) des équipements techniques jouera un rôle important dans la future réglementation bâtiment responsable 2020.

## 4. infrastructures publiques et réseaux

---

### 4.1 Patrimoine de voirie

**Route : des techniques et des machines sur la bonne voie / LEMAIRE Nadia**

RECYCLAGE RECUPERATION, n° octobre-novembre 2013, 30/11/2013, p. 18-19

La route valorise chaque année quantité de déchets. D'un côté, ceux qu'elle produit et qui après traitement sont majoritairement réemployés dans la construction de nouvelles chaussées. De l'autre, ceux issus d'autres activités : déblais du bâtiment transformés en granulats, sous-produits industriels, laitiers et mâchefers en particulier. Les techniques sont nombreuses, tout comme les équipements et machines. Tour d'horizon non exhaustif de quelques solutions...

**Puteaux se réinvente en ville accessible / BAUDIFFIER Claire**

TERRA ECO - LE MAGAZINE QUI CHANGE LE MONDE, n° 52, 30/11/2013, p. 64

Voirie repensée, véhicules adaptés, aides financières : depuis dix ans, la ville s'est faite championne de l'accueil des personnes handicapées.

**Neige: des parlementaires demandent une enquête sur le blocage de l'A48 Lyon-Grenoble / AFP**

GAZETTEDESCOMMUNES.COM, 25/11/2013

<http://www.lagazettedescommunes.com/208869/neige-des-parlementaires-demandent-une-enquete-sur-le-blocage-de-la48-lyon-grenoble/>

Sept députés et un sénateur PS de l'Isère ont demandé au ministre des Transports, dans un courrier diffusé vendredi 22 novembre, l'ouverture d'une enquête sur le blocage de milliers d'automobilistes sur l'autoroute A48 Lyon-Grenoble après d'abondantes chutes de neige.

**Les giratoires : conception et mode d'emploi / LEMOINE Daniel**

TECHNI.CITES, n° 259, 23/11/2013, p. 16-17

[http://www.territorial.fr/PAR\\_TPL\\_IDENTIFIANT/22224/TPL\\_CODE/TPL\\_REV\\_ARTSEC\\_FICHE/PAG\\_TITLE/Les+giratoires+%3A+conception+et+mode+d%27emploi/346-fonction-publique-territoriale-tous-nos-articles-de-presse.htm](http://www.territorial.fr/PAR_TPL_IDENTIFIANT/22224/TPL_CODE/TPL_REV_ARTSEC_FICHE/PAG_TITLE/Les+giratoires+%3A+conception+et+mode+d%27emploi/346-fonction-publique-territoriale-tous-nos-articles-de-presse.htm)

Les carrefours à sens giratoire ont proliféré au cours des dernières décennies et sont présents aujourd'hui aux quatre coins du territoire. Cet article propose un point sur ces ouvrages : les origines, les modes de franchissement, et les fonctionnalités attendues.

**Routes et biodiversité : un concours met à l'honneur les conseils généraux / BOEDEC MORGAN**  
LOCALTIS.INFO, 20/11/2013

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266216525&cid=1250266206829>

Le 19 novembre, au Salon des maires et des collectivités locales, l'Institut des routes, des rues et des infrastructures pour la mobilité (Idrri) a distingué sept projets de préservation de la biodiversité. Plusieurs d'entre eux sont portés par des conseils généraux et des associations locales.

Le site du prix Infrastructures pour la mobilité et biodiversité :

<http://www.idrri.com/actualites-presse/concours-biodiversite/>

**L'Idrri dévoile les lauréats de son prix « Infrastructures pour la mobilité et biodiversité »**

GAZETTEDESCOMMUNES.COM, 19/11/2013

<http://www.lagazettecommunes.com/207870/ldrri-devoile-les-laureats-de-son-prix-infrastructures-pour-la-mobilite-et-biodiversite>

Les gagnants de l'édition 2013 du prix de l'Idrri portant sur les projets d'infrastructures de transport qui préservent, restaurent ou valorisent la biodiversité, ont été récompensés mardi 19 novembre 2013 dans le cadre du Salon des maires et des collectivités locales. Deux conseils généraux ont notamment été distingués.

**Dossier spécial auto partage / FRASIE Nicolas, RUIILLERE Amaury, BOUDIN Agnès**

VILLE RAIL ET TRANSPORTS, supp au n°556, 13/11/2013, p. 51-63

Dossier composé des articles suivants :

Développer l'inter modalité pour faciliter la mobilité durable des citoyens.

Comment mettre en place un service public d'auto partage de véhicules électriques dans une agglomération de taille moyenne (exemple du Grand Angoulême).

Auto partage: du développement à la concurrence ?

**Aménagements extérieurs : rendre la ville accessible à tous / BOURGUET VIRGINIE**

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5736, 01/11/2013, p. 76

<http://services.lemoniteur.fr/archive/22728642>

A un an de l'échéance réglementaire (1er janvier 2015), les espaces publics et voiries tentent l'accessibilité pour tous. Mais passer à la pratique s'avère plus complexe que prévu.

## 4.2 Eau et assainissement

**Fonte record pour gestion des pluies / BATTAGLINI SEBASTIEN**

RESEAUX -LIGNES ET CANALISATIONS - VRD, n° 203, 30/11/2013, p. 28-29

La gestion des pluies en milieu urbain est un sujet délicat. D'autant plus que l'imperméabilisation grandissante des surfaces induit un stress toujours plus important sur les réseaux d'évacuation. Pour les soulager, la Ville de Meudon a fait confiance à HP BTP afin de mettre en place un énorme bassin tampon réalisé en tuyaux fonte à la taille record.

**La Camargue sauvée des eaux / BATTAGLINI SEBASTIEN**

RESEAUX -LIGNES ET CANALISATIONS - VRD, n° 203, 30/11/2013, p. 30-32

Si la gestion des eaux de pluie est une préoccupation pour chaque élu, pour chaque collectivité, c'est une problématique plus ou moins facile à gérer selon les territoires. La Camargue est fortement impactée par les épisodes pluvieux et les débordements fluviaux qui en découlent. Un schéma de lutte a été mis en place avec un système de pompage renouvelé et performant. Ce sont les pompes KSB qui ont été choisies pour aider à sauver la Camargue des eaux.

**Le renouveau des bio indicateurs - Eau, des bio indicateurs aux bio marqueurs / REY-BRAHMI**

PAULINE

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1722, 30/11/2013, p. 65-66

A côté des bio indicateurs réglementaires, d'autres outils identifient les pressions s'exerçant sur le milieu naturel et répondent ainsi à de nouveaux enjeux sanitaires. Mais l'absence de législation freine leur développement.

### **Réseaux d'eau : la chasse aux fuites ne tarit pas / BOEDEC MORGAN**

LOCALTIS, 25/11/2013

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266238907&cid=1250266236448>

Le 21 novembre, lors du Salon des maires, un atelier a permis de revenir sur la proche échéance qui s'impose aux collectivités organisatrices des services d'eau et d'assainissement. Au 31 décembre prochain, la loi Grenelle 2 leur prescrit en effet d'avoir effectué un inventaire de leurs réseaux.

### **Eau potable, assainissement : des outils rénovés en cinq ans / LELONG JEAN**

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2198, 25/11/2013, p. 40-41

<http://archives.lagazettedescommunes.com/22908587/-ew-eau-ew-ew-potable-ew-assainissement-des-outils-renoves-en-cinq-ans>

La commune de Saint-Ambroix a repris le contrôle de ses systèmes d'alimentation en eau potable et d'assainissement, jusque-là défailants. Au point de faire aujourd'hui figure de modèle dans le Gard.

### **Genève injecte le biogaz produit par ses boues d'épuration / DESCAMPS OLIVIER**

TECHNI.CITES, n° 259, 23/11/2013, p. 37

[http://www.territorial.fr/PAR\\_TPL\\_IDENTIFIANT/22233/TPL\\_CODE/TPL\\_REV\\_ARTSEC\\_FICHE/PAG\\_TITLE/EUROPE+%3A+Gen%E8ve+injecte+le+biogaz+produit+par+ses+boues+d%27%E9puration/346-fonction-publique-territoriale-tous-nos-articles-de-presse.htm](http://www.territorial.fr/PAR_TPL_IDENTIFIANT/22233/TPL_CODE/TPL_REV_ARTSEC_FICHE/PAG_TITLE/EUROPE+%3A+Gen%E8ve+injecte+le+biogaz+produit+par+ses+boues+d%27%E9puration/346-fonction-publique-territoriale-tous-nos-articles-de-presse.htm)

En France, malgré un projet de décrets en discussion, l'injection de biométhane dans les réseaux de gaz naturel est toujours cantonnée aux installations valorisant des déchets agricoles et autres déchets ménagers. En Suisse, le biogaz des stations d'épuration est accepté depuis 2008. Illustration avec les Services industriels de Genève qui viennent de se lancer.

### **Conseil d'orientation de l'AdCF : Urbanisme et gestion des milieux aquatiques en débat**

ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES DE FRANCE, 22/11/2013

<http://www.adcf.org/environnement/Conseil-d-orientation-de-l-AdCF-Urbanisme-et-gestion-des-milieux-aquatiques-en-debat-1819.html>

Lors de sa réunion du 20 novembre, le conseil d'orientation de l'AdCF a débattu de deux sujets d'actualité majeurs : les évolutions du projet de loi ALUR et les propositions à adresser aux députés en vue de la deuxième lecture à l'Assemblée nationale ainsi que la création de la nouvelle compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations que le projet de loi MAPAM prévoit de confier aux intercommunalités. La première partie de la réunion a permis de dresser un bilan complet de la convention nationale de Montpellier, après analyse des résultats de l'enquête de satisfaction, mais aussi de préparer la convention nationale de Lille, en octobre 2014, et le renouvellement des instances nationales.

### **Directive cadre sur l'eau : des programmes de mesure à améliorer**

ENVIRONNEMENT-ONLINE.COM, 20/11/2013

<http://www.environnement-online.com/presse/environnement/actualites/4227/directive-cadre-sur-l-eau/des-programmes-de-mesure-a-ameliorer>

Le ministère de l'Ecologie a missionné un rapport piloté par l'Astee pour effectuer un retour d'expériences sur les programmes de mesures de la directive cadre sur l'eau. Depuis fin 2009, la France a mis en place, dans le cadre des Sdage, des programmes de mesures (PDM). Ils constituent, par bassin, des actions à entreprendre ou des règles à respecter pour atteindre les objectifs environnementaux fixés par la DCE. A la veille de la définition des prochains Sdage (2015-2021), le ministère de l'Ecologie a missionné plusieurs associations (Astee, Académie de l'eau, SHF et Afeid) pour en tirer les principaux enseignements.

Pour consulter le rapport :

[http://www.gesteau.eaufrance.fr/sites/default/files/rapport\\_interassociatif\\_sur\\_la\\_mise\\_en\\_oeuvre\\_des\\_programmes\\_de\\_mesures\\_du\\_cycle\\_1\\_de\\_la\\_cde.pdf](http://www.gesteau.eaufrance.fr/sites/default/files/rapport_interassociatif_sur_la_mise_en_oeuvre_des_programmes_de_mesures_du_cycle_1_de_la_cde.pdf)

**Risques d'inondations : une proposition de loi adoptée en commission au Sénat / LENORMAND ANNE LOCALTIS, 15/11/2013**

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266194663&cid=1250266193290>

La commission du développement durable du Sénat a adopté le 13 novembre une proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci présentée par Pierre-Yves Collombat (RDSE - Var) et 12 autres sénateurs. Ce texte s'inscrit dans le prolongement des travaux menés en 2012 par la mission commune d'information sur les inondations de novembre 2011 dans le Var et le sud-est de la France, présidée par Louis Nègre (UMP - Alpes-Maritimes) et dont Pierre-Yves Collombat était le rapporteur.

Le dossier législatif :

<http://www.senat.fr/dossier-legislatif/ppl13-047.html>

**Politique de l'eau : le CGEDD formule des pistes d'évolution / MARCANGELO-LEOS PHILIE LOCALTIS, 12/11/2013**

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266175406&cid=1250266171570>

L'équipe opérationnelle chargée d'évaluer la politique de l'eau, sous la coordination du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD), vient de rendre public un second opus comportant des préconisations élaborées en réponse au diagnostic publié en septembre dernier.

Accès au rapport :

[http://www.modernisation.gouv.fr/sites/default/files/fichiers-attaches/rapport\\_politique\\_de\\_l\\_eau.pdf](http://www.modernisation.gouv.fr/sites/default/files/fichiers-attaches/rapport_politique_de_l_eau.pdf)

**Deru : la Cour de justice européenne rappelle la France à l'ordre**

ENVIRONNEMENT-ONLINE.COM, 12/11/2013

<http://www.environnement-online.com/presse/environnement/actualites/4205/deru/la-cour-de-justice-europeenne-rappelle-la-france-a-l-ordre>

Par un arrêt rendu ce 7 novembre, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) vient de constater le manquement de la France aux obligations résultant de la directive 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires dite "Deru". En vertu de cette directive, la France devait notamment mettre en place, avant le 31 décembre 2000, des systèmes de collecte et de traitement des eaux résiduaires dans les implantations urbaines de plus de 15.000 habitants situées dans des zones non sensibles.

**Eaux résiduaires urbaines : la CJUE rappelle la France à l'ordre / MARCANGELO-LEOS PHILIE**

LOCALTIS, 08/11/2013

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266169972&cid=1250266164227>

Par un arrêt rendu ce 7 novembre, la Cour de justice de l'Union européenne vient de constater le manquement de la France aux obligations résultant de la directive 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires dite "Deru". En vertu de cette directive, la France devait notamment mettre en place, avant le 31 décembre 2000, des systèmes de collecte et de traitement des eaux résiduaires dans les implantations urbaines de plus de 15.000 habitants situées dans des zones non sensibles.

<http://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?text=&docid=144218&pageIndex=0&doclang=fr&mode=lst&dir=&occ=first&part=1&cid=581325>

**Boues d'épuration : choisir le traitement en fonction de la destination finale / GRAINDORGE JOEL**

TECHNI.CITES, n° 258, 08/11/2013, p. 20-22

[http://www.territorial.fr/PAR\\_TPL\\_IDENTIFIANT/22129/TPL\\_CODE/TPL\\_REV\\_ARTSEC\\_FICHE/PAG\\_TITLE/Boues+d%27%E9puration+%3A+choisir+le+traitement+en+fonction+de+la+destination+finale/346-fonction-publique-territoriale-tous-nos-articles-de-presse.htm](http://www.territorial.fr/PAR_TPL_IDENTIFIANT/22129/TPL_CODE/TPL_REV_ARTSEC_FICHE/PAG_TITLE/Boues+d%27%E9puration+%3A+choisir+le+traitement+en+fonction+de+la+destination+finale/346-fonction-publique-territoriale-tous-nos-articles-de-presse.htm)

Pour stabiliser ou déshydrater les boues issues du traitement d'une station d'épuration des eaux usées, de nombreuses filières existent. Mais l'emploi de l'une ou l'autre de ces filières et leur combinaison, qui est une pratique courante, sont en grande partie conditionnés par leur destination finale.

### **Développement durable : restructurer les services eau et déchets / VILLE FREDERIC**

JOURNAL DES MAIRES ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX, n° 11, 11/2013, p. 24-26

Régie ou gestion déléguée ? Avec les nouvelles coopérations entre collectivités locales voisines et la réforme de l'intercommunalité, les services d'eau et de déchets doivent être réorganisés.

### **Nitrates : deux arrêtés finalisent la réforme des programmes d'actions / MARCANGELO-LEOS PHILIE**

LOCALTIS, 31/10/2013

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266138620&cid=1250266134768>

Définis sur la base d'une gouvernance régionale, les programmes d'actions régionaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole seront mis en œuvre au printemps 2014, assure le ministère de l'Ecologie.

### **Spanc : les disparités tarifaires s'accroissent, selon la CLCV / BOEDEC MORGAN**

LOCALTIS, 31/10/2013

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266138620&cid=1250266135780>

Le 29 octobre, l'association de consommateurs CLCV a publié un rapport sur l'activité des services publics de l'assainissement non collectif (Spanc).

## **4.3 Infrastructures portuaires, aéroportuaires et fluviales**

### **L'Etat et les collectivités s'opposent sur le canal d'Orléans / TALPIN JULIEN**

GAZETTEDESCOMMUNES.COM, 26/11/2013

<http://www.lagazettedescommunes.com/209158/letat-et-les-collectivites-sopposent-sur-le-canal-dorleans/>

Le conseil général et l'Agglo d'Orléans ont signé un « pacte » le 21 novembre 2013 pour demander une rétrocession de cette voie d'eau que l'Etat ne veut pas céder gratuitement.

### **De la Saône au Rhin, le grand gabarit cherche sa voie / GRAS PIERRE**

DIAGONAL, n° 189, 31/10/2013, p. 11-16

Le projet de liaison Saône-Moselle/Saône-Rhin par voie d'eau a été inscrit dans une perspective à long ou très long terme par la "commission 21" chargée de faire le point sur les grands projets d'infrastructures de transport. Ce projet historiquement et géographiquement complexe n'en répond pas moins à un certain nombre de réalités et de nécessités d'aujourd'hui - et de demain - que ce reportage s'efforce d'approcher, au fil de la Saône, de la Moselle et du Rhin.

## **5. ingénierie écologique**

---

### **5.1 Environnement**

#### **Pôle "Ingénierie écologique" du CNFPT : Zéro pesticide au programme / DORCIAC MARTINE**

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), 02/12/2013, n° 2199, p. 79

<http://archives.lagazettedescommunes.com/22949067/-ew-zero-ew-ew-pesticide-ew-au-ew-programme-ew>

Alors que l'Institut national de la santé et de la recherche médicale a publié, en juin, une expertise collective faisant le lien entre la survenue de pathologies et l'usage de pesticides (maladies de Parkinson, cancers dont celui de la prostate), 60 % des communes de 50 000 habitants sont engagées, depuis 2010, dans un plan « zéro phyto » dans l'un au moins de leurs services, le plus souvent celui des espaces verts. A l'attention des collectivités, qui se doivent d'être exemplaires dans ce domaine, le précédent gouvernement obligeait les utilisateurs de produits phytosanitaires à l'obtention d'un certificat « certiphyto territorial » visant à réduire de moitié l'utilisation des pesticides en 2018.

**Biodiversité : Angers mise sur un Agenda 21 spécial / BOEDEC MORGAN**

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1722, 30/11/2013, p. 36

Pour définir une stratégie efficace et mettre en réseau les acteurs locaux, Angers Loire Métropole s'apprête à valider un Agenda 21 consacré à la biodiversité.

**La concertation sur l'environnement : les nouveaux enjeux / BOMSTEIN DOMINIQUE**

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1722, 30/11/2013, p. 43-50

<http://www.concertation-environnement.fr/content/view/14/28>

Lancé en 1999, le programme de recherche "Concertation, décision, environnement" (CDE) décortique le fonctionnement et les enjeux des processus de concertation, qui s'imposent désormais sur tous les sujets majeurs d'environnement. Quatorze ans plus tard, l'heure est à l'évaluation de procédures bien installées dans le paysage institutionnel.

**Comment équiper sa ville d'un éclairage public durable ? / BECUWE Maëlle**

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1722, 30/11/2013

Schéma d'aménagement lumière, plan ou charte lumière ou bien les trois ? Les outils à la disposition des acteurs de l'éclairage public ont chacun leur utilité dans la mise en oeuvre d'un éclairage public durable.

**Installations classées : le point sur les nouveautés en matière de contrôle / MARCANGELO-LEOS PHILIE**

RECYCLAGE RECUPERATION, n° octobre-novembre 2013, 30/11/2013, p. 49-50

Une circulaire en date du 19 juillet 2013 aiguille services et exploitants sur les nombreux changements apportés aux polices de l'environnement en matière d'installations classées par l'ordonnance n° 2012-34 du 11 janvier 2012.

**L'Europe ne veut plus d'espèces envahissantes / STEIWER NATHALIE**

MAIRES DE FRANCE, n° 307, 30/11/2013, p. 35

La Commission européenne a proposé une réglementation pour que les pays européens coordonnent la lutte contre la propagation des espèces invasives. Une liste « prioritaire » d'une cinquantaine d'espèces interdites, qui ne pourront donc pas être importées, vendues et libérées dans l'environnement, va être établie. Les états membres devront intensifier les contrôles et l'éradication pourrait devenir obligatoire à l'échelle européenne.

**Espaces verts : le Sénat vote l'encadrement strict des produits phytosanitaires / AFP**

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), 21/11/2013

<http://www.lagazettedescommunes.com/208369/le-senat-vote-lencadrement-strict-des-produits-phytosanitaires/>

Le Sénat a adopté mardi à une très large majorité une proposition de loi écologiste destinée à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires, et qui interdit notamment leur usage par les personnes publiques. Le premier article prévoit l'interdiction aux personnes publiques, comme les communes, l'utilisation des produits phytopharmaceutiques pour l'entretien de leurs espaces verts, leurs forêts et leurs promenades, à l'exception des préparations naturelles. Les sénateurs ont adopté un amendement élargissant cette interdiction aux professionnels opérant pour ces personnes publiques. Cette interdiction entera en vigueur au 1er janvier 2020.

**Le Sénat dit non aux produits phytosanitaires / LENORMAND ANNE**

LOCALTIS.INFO, 20/11/2013

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&cid=1250266215665>

A une très large majorité, le Sénat a adopté le 19 novembre dans la soirée la proposition de loi du groupe écologiste visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national. 192 sénateurs, essentiellement de gauche, ont voté pour ce texte, quatre s'y sont opposés, et les autres n'ont pas pris part au vote. "L'UMP s'abstiendra en raison des risques juridiques que présente le texte, même si à titre personnel je suis tout à fait en phase avec l'objectif poursuivi", a expliqué pour son groupe Sophie Primas, sénatrice des Yvelines. Une partie du groupe RDSE s'est également abstenue. La proposition de loi, qui compte quatre articles, a pour objet de "mettre en pratique les recommandations issues des travaux menés en 2012 par la mission commune d'information portant sur les pesticides et leur impact sur la santé et l'environnement".

Le dossier législatif :

<http://www.senat.fr/dossier-legislatif/ppl13-040.html>

### **Un éclairage public plus économe qui doit aussi protéger la faune**

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2196, 11/11/2013, p. 43  
Dans la cadre d'un partenariat public-privé, la mise en lumière du parc de la Rhône, à Valenciennes, a permis de gagner en consommation d'énergie, mais aussi de réduire l'impact négatif sur la biodiversité.

### **SRCE, nouvelle norme pour le développement de nos territoires ? / MUNSCH JOEL**

TECHNI.CITES, n° 258, 08/11/2013, p. 56-57

[http://www.territorial.fr/PAR\\_TPL\\_IDENTIFIANT/22142/TPL\\_CODE/TPL\\_REV\\_ARTSEC\\_FICHE/PAG\\_TITLE/SRCE%2C+nouvelle+norme+pour+le+d%E9veloppement+de+nos+territoires+%3F/346-fonction-publique-territoriale-tous-nos-articles-de-presse.htm](http://www.territorial.fr/PAR_TPL_IDENTIFIANT/22142/TPL_CODE/TPL_REV_ARTSEC_FICHE/PAG_TITLE/SRCE%2C+nouvelle+norme+pour+le+d%E9veloppement+de+nos+territoires+%3F/346-fonction-publique-territoriale-tous-nos-articles-de-presse.htm)

La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement fixe l'objectif de constituer une trame verte et bleue (TVB) en France, et prévoit l'élaboration, sous l'égide du préfet de région et du président du conseil régional, d'un schéma régional de cohérence écologique (SRCE).

### **Raisonner les phytos dans une démarche globale ! / CLAVEIROLE CECILE**

LIEN HORTICOLE, n° 861, 06/11/2013, p. 10-11

Nicolas Rouyer, directeur du service des espaces verts de Lunéville (54), préfère acquérir une machine de désherbage permettant de réduire drastiquement les quantités de produits phytosanitaires appliquées en ville plutôt que de chercher à atteindre un hypothétique "zéro phyto"...

### **Agro-écologie : à quand la révolution verte ? / TENDIL MICHEL**

LOCALTIS.INFO, 07/11/2013

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&cid=1250266150504>

Le projet de loi d'avenir de l'agriculture sera présenté en Conseil des ministres le 13 novembre. Le motto de ce texte est l'agro-écologie qui sera facilitée par la création de groupements d'intérêt écologique et environnemental. Un sujet qui revêt une acuité particulière à la lumière de la crise bretonne.

### **Certiphyto en ZNA : échéance 2014 pour les collectivités / VIDRIL VALERIE**

LIEN HORTICOLE, n° 861, 06/11/2013, p. 16

Pour appliquer des produits phytos en espaces verts, la certification et l'agrément sont désormais de rigueur dans les entreprises de travaux et services. Les applicateurs opérationnels et décideurs en collectivités territoriales ont jusqu'en octobre 2014 pour se mettre aux normes.

### **La responsabilité civile au secours de l'environnement : quelques réflexions sur le rapport relatif à la réparation du préjudice écologique / GUIHAL DOMINIQUE**

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, n° 216, 31/10/2013, p. 326-327

Le droit civil, devenu sur le tard un protecteur de la nature, en deviendra-t-il l'un des meilleurs garants ? On se prend à le croire en lisant le rapport sur la réparation du préjudice écologique remis à la Garde des Sceaux par le groupe de travail constitué, autour du professeur Jégouzo, d'universitaires, de magistrats, d'avocats et de représentants des ministères intéressés, spécialistes pour les uns du droit public, pour les autres du droit civil ou du droit pénal.

## **5.2 Nature et paysage urbain**

### **Agroforesterie : Vittel plante des arbres au milieu des champs / ANHEIM SIMON**

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1722, 30/11/2013, p. 33

Après avoir instauré une politique zéro pesticide sur l'impluvium de son eau minérale, Vittel y met en place un programme d'agroforesterie. Les intérêts sont nombreux.

### **Reprise des arbres en ville : de nombreux paramètres à maîtriser / GRAINDORGE JOEL**

TECHNI.CITES, n° 259, 23/11/2013, p. 23-24

[http://www.territorial.fr/PAR\\_TPL\\_IDENTIFIANT/22227/TPL\\_CODE/TPL\\_REV\\_ARTSEC\\_FICHE/PAG\\_TITLE/Reprise+des+arbres+en+ville+%3A+de+nombres+param%E8tres+%E0+ma%EEtiser/346-fonction-publique-territoriale-tous-nos-articles-de-presse.htm](http://www.territorial.fr/PAR_TPL_IDENTIFIANT/22227/TPL_CODE/TPL_REV_ARTSEC_FICHE/PAG_TITLE/Reprise+des+arbres+en+ville+%3A+de+nombres+param%E8tres+%E0+ma%EEtiser/346-fonction-publique-territoriale-tous-nos-articles-de-presse.htm)

La reprise des arbres urbains est souvent délicate et nécessite des techniques maîtrisées en termes de plantations et de conduite d'arbres. Le programme expérimental Sciencil a permis de mettre au point différents outils d'aide à la décision. En savoir plus :

<http://www.plante-et-cite.fr/experimentations-3816.html>

## **Sites, paysages et espaces naturels : conséquences pour une petite commune du classement en zone Natura 2000**

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, n° 216, 31/10/2013, p. 360

Question écrite n° 06229 de M. Jean-Louis Masson, réponse du Ministère de l'Égalité des territoires et du logement, JO Sénat, 20 juin 2013, p. 1869.

## **5.3 Déchets et propreté**

### **Le recyclage au bénéfice du territoire / GALA RAPHAELLE**

VALEURS VERTES, n° 125, 30/11/2013, p. 36-38

Aluminium, plastiques, papiers-cartons : depuis dix ans, la France exporte de plus en plus toutes ces matières triées par ses citoyens. Pourtant, à l'heure où l'on ne parle plus que d'économie circulaire, leur recyclage final pourrait profiter à l'économie nationale.

### **Outre-Mer : Réunion - Cycléa : vers une valorisation inter-îles des déchets dans l'Océan indien ?**

ECOLLECTIVITES PENSER GLOBAL, AGIR LOCAL, n° 43, 30/11/2013, p. 50

Spécialiste de la récupération, du recyclage et de la valorisation, la Sem réunionnaise Cycléa participe à la mise en place d'une filière locale capable de transformer sur place les déchets ménagers et industriels en matière première secondaire. Le projet pourrait s'élargir à d'autres îles pour créer un effet de volume qui optimiserait et pérenniserait cette production, jusqu'à présent délocalisée en Asie.

### **Trier à tous les étages / CANTO ALBANE**

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1722, 30/11/2013, p. 24-28

Déchets ménagers : en matière de recyclage des déchets, le plus facile est fait. Pour franchir un nouveau cap, tous les acteurs doivent maintenant s'attaquer aux mauvaises habitudes des 70 % de français qui vivent en habitat collectif.

### **Plastiques ménagers : à la recherche d'un second souffle / ARVAULT Guillaume**

RECYCLAGE RECUPERATION, n° octobre-novembre 2013, 30/11/2013, p. 28-32

Collecte qui plafonne, usines en difficulté, surcapacités chroniques et prix sur des montagnes russes, le secteur du recyclage des plastiques espère que des jours meilleurs s'annoncent pour le gisement ménager. Si les débouchés semblent moins problématiques que les marges plus que fragiles des recycleurs, tous les acteurs concernés misent sur une croissance de la collecte. Qu'on ne voit pas venir.

### **En Argentine, l'énergie de demain pousse sur les ordures / MOUTOUT Corinne**

TERRA ECO - LE MAGAZINE QUI CHANGE LE MONDE, n° 52, 30/11/2013, p. 28-31

Au sud de Buenos Aires, le dépotoir le plus ancien et le plus controversé du pays opère sa mue écologique. L'idée ? Y produire des agro combustibles. Pour cela, il a fallu réhabiliter le sol et y mettre en culture des plantes aux propriétés étonnantes.

### **Développement durable : restructurer les services eau et déchets / VILLE FREDERIC**

JOURNAL DES MAIRES ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX, n° 11, 30/11/2013, p. 24-26

Régie ou gestion déléguée ? Avec les nouvelles coopérations entre collectivités locales voisines et la réforme de l'intercommunalité, les services d'eau et de déchets doivent être réorganisés

### **Economie circulaire : il y a encore du chemin à faire / GUICHARDAZ OLIVIER**

ALTERNATIVES ECONOMIQUES, n° 329, 30/11/2013, p. 44-46

Comment faire en sorte que nos déchets soient davantage valorisés et recyclés ? La France recycle déjà une part significative du contenu de ses poubelles, mais elle pourrait faire beaucoup mieux. Le volet fiscal est une piste. Par ailleurs, des efforts restent à faire pour limiter la production de déchets.

### **Développer l'économie circulaire / LESQUEL EMMANUELLE**

COURRIER DES MAIRES ET DES ELUS LOCAUX (LE), n° 273, 30/11/2013, p. 73

L'économie circulaire est fondée sur la réduction et le recyclage des déchets et sur une utilisation efficace des ressources donnant plus de place à l'usage qu'à la vente. Sont présentés les exemples de Saint-Secondin (Vienne), de la région Nord Pas-de-Calais et de la communauté de communes du pays de Locminé (Morbihan).

### **Le recyclage fait son tri**

TRAVAIL ET SECURITE, n° 744, 30/11/2013, p. 18-19

[http://www.travail-et-securite.fr/archivests/archivests.nsf/\(alldocparref\)/TS744Complet\\_1/\\$file/TS744Complet.pdf?openement](http://www.travail-et-securite.fr/archivests/archivests.nsf/(alldocparref)/TS744Complet_1/$file/TS744Complet.pdf?openelement)

Le centre de tri et de transfert de déchets situé à Chassieu a été désigné par Veolia pour tester des solutions de prévention des collisions entre engins et piétons. Séparation des flux, nouvelle organisation du travail et systèmes de détection embarqués comptent parmi les mesures retenues.

### **Déchets d'emballages ménagers : il manque 105 millions d'euros pour les collectivités, selon le CNR / LENORMAND ANNE**

LOCALTIS.INFO, 29/11/2013

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266268121&cid=1250266267310>

Dans une note publiée le 25 novembre, le Cercle national du recyclage (CNR) juge une nouvelle fois insuffisante la prise en charge des coûts de gestion des déchets d'emballages ménagers par les deux sociétés agréées, Eco-Emballages et Adelphe. Le CNR rappelle que l'agrément du 21 décembre 2010 des deux éco-organismes a été accepté par les élus locaux de la commission consultative à condition qu'une clause de revoyure soit prévue et appliquée au 1er janvier 2013. Or, cette clause de revoyure, qui doit reprendre certains éléments du calcul des coûts nets de référence, n'a toujours pas été mise en œuvre.

<http://www.cercle-recyclage.asso.fr/images/stories/pdf2/prise-en-charge-couts-2012.pdf>

### **Ajaccio collecte les déchets en porte à porte auprès des séniors**

TECHNI.CITES, n° 259, 23/11/2013, p. 34

Pour pallier le vieillissement de la population dans certains quartiers de la ville, la communauté d'agglomération du Pays ajaccien a initié la mise en place d'un service de collecte des déchets recyclables au domicile des personnes âgées. Un service qui allie lien social, reclassement professionnel et préservation de l'environnement.

### **Usine de traitement des déchets Everé de Fos-sur-Mer : le Préfet autorise le redémarrage partiel de l'incinérateur**

23/11/2013

<http://destimed.fr/+Usine-de-traitement-des-dechets+>

A la suite de l'incendie qui a partiellement détruit le centre de traitement multi filières Everé de Fos-sur-Mer le 2 novembre dernier, Michel Cadot, Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, avait demandé, par arrêté d'urgence pris le lendemain du sinistre, un suivi environnemental renforcé, afin de pouvoir prendre éventuellement des mesures conservatoires de protection. Les prélèvements et analyses demandés ont bien été réalisés aux points de surveillance habituels, dans le cône de propagation des fumées, ainsi que dans des zones naturelles, agricoles, ou d'habitation et dans les établissements industriels situés à proximité du site. La plupart des résultats ont pu être examinés lors d'une réunion exceptionnelle de la commission de suivi du site (CSS) qui s'est tenue ce jeudi 22 novembre en fin de journée à la sous-préfecture d'Istres.

### **Recyclage : les filières REP ne poussent pas assez à l'écoconception**

ENVIRONNEMENT-ONLINE.COM, 22/11/2013

<http://www.environnement-magazine.fr/presse/environnement/actualites/4234/recyclage/les-filieres-rep-ne-poussent-pas-assez-a-l-ecoconception>

Un rapport du Sénat recommande d'encourager davantage l'écoconception des produits. Dans un rapport intitulé « Mieux concevoir les produits pour mieux valoriser les déchets », les sénatrices Evelyne Didier (CRC Meurthe-et-Moselle) et Esther Sittler (UMP Bas-Rhin) dressent un bilan mitigé de l'impact des filières à responsabilité élargie des producteurs (REP) sur l'écoconception des produits. Lire le rapport :

<http://www.senat.fr/rap/r13-143/r13-143.html>

**L'Autorité environnementale rend son avis sur le plan national Déchets** / MARCANGELO-LEOS PHILIE  
ENVIRONNEMENT-ONLINE.COM, 19/11/2013

<http://www.environnement-magazine.fr/presse/environnement/actualites/4221/environnement/l-autorite-environnementale-rend-son-avis-sur-le-plan-national-dechets>

Tout en constatant l'insuffisance des outils statistiques, l'Autorité environnementale recommande, dans la définition des orientations du prochain plan national de prévention des déchets, d'en préciser les enjeux pour chaque grande catégorie de déchets, sans se limiter aux déchets ménagers et assimilés.

Voir l'avis de l'Autorité environnementale :

[http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/131113\\_plan\\_prevention\\_dechets\\_avis\\_delibere\\_cle541485.pdf](http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/131113_plan_prevention_dechets_avis_delibere_cle541485.pdf)

**Tarifcation incitative des déchets : ceux qui la pratiquent sont satisfaits, selon une enquête de la CLCV** / LENORMAND ANNE

LOCALTIS.INFO, 18/11/2013

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266200923&cid=1250266199089>

La CLCV a publié ce 18 novembre les résultats d'une enquête réalisée avec le soutien de l'Ademe sur la perception par les usagers de la tarification incitative des déchets mise en place dans leur commune. Actuellement, près de 90% des communes facturent le service des déchets au moyen d'une taxe indexée sur les critères de la taxe d'habitation qui ne tient pas compte de la quantité de déchets produite par l'utilisateur. Mais à partir de 2014, les dispositions de la loi Grenelle 1 obligeront les communes à inclure une part incitative dans la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (Teom), en fonction de la quantité de déchets.

Télécharger l'enquête 2013 sur la redevance incitative :

<http://www.localtis.info/cs/BlobServer?blobkey=id&blobnocache=true&blobwhere=1250168244923&blobheader=application%2Fpdf&blobcol=urldata&blobtable=MungoBlobs>

**Déchets d'équipements électriques et électroniques : comment améliorer la collecte en ville ?**

LOCALTIS.INFO, 14/11/2013

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266188373&cid=1250266187741>

Une table-ronde organisée lors des Rencontres nationales Eco-systèmes ce 14 novembre à Paris a montré les difficultés auxquelles se heurtent collectivités et bailleurs sociaux pour développer la collecte de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) alors que cette dernière devra doubler d'ici la fin 2019.

**L'Ademe passe au crible les coûts 2012 de l'enfouissement des déchets géré par les collectivités /**

COLLET PHILIPPE

ACTU-ENVIRONNEMENT.COM, 06/11/2013

<http://www.actu-environnement.com/ae/news/cout-enfouissement-dechets-2012-ademe-19885.php4>

Fin octobre, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) a publié une étude relative aux prix 2012 du stockage des déchets non dangereux gérés par les collectivités. "Cette étude a été réalisée à partir d'une enquête menée auprès de 433 collectivités couvrant 27,8 millions d'habitants et 151 installations de stockage des déchets non dangereux (ISDND), soit 55% des installations répertoriées en France", explique l'Agence.

**Réduction des déchets en habitat collectif : les collectivités ne doivent pas être dans une logique hors-sol** / SAISSET Camille

ACTU-ENVIRONNEMENT.COM, 04/11/2013

<http://www.actu-environnement.com/ae/news/dechets-habitats-collectif-hlm-mireille-evenot-19849.php4>

Mireille Evenot, directrice de l'Union sociale pour l'habitat (USH) des Pays de la Loire a participé à la journée "Un autre regard sur les déchets dans l'habitat vertical", organisée en octobre par l'Ademe. Non spécialiste des déchets, elle livre son point de vue de personne avertie.

**Incendie de l'usine de traitement des déchets Everé de Fos-sur-Mer : les premières mesures de la CU Marseille Provence Métropole**

04/11/2013

[http://www.marseille-](http://www.marseille-provence.com/assets/plugins/tinymce/jscripts/tiny_mce/plugins/filemanager/files/Presse/Communiques/Presse_2013-11-4_CP_Incinerateur_mpm.pdf)

[provence.com/assets/plugins/tinymce/jscripts/tiny\\_mce/plugins/filemanager/files/Presse/Communiques/Presse\\_2013-11-4\\_CP\\_Incinerateur\\_mpm.pdf](http://www.marseille-provence.com/assets/plugins/tinymce/jscripts/tiny_mce/plugins/filemanager/files/Presse/Communiques/Presse_2013-11-4_CP_Incinerateur_mpm.pdf)

Télécharger le communiqué de presse :

[http://www.marseille-](http://www.marseille-provence.com/assets/plugins/tinymce/jscripts/tiny_mce/plugins/filemanager/files/Presse/Communiques/Presse_2013-11-4_CP_Incinerateur_mpm.pdf)

[provence.com/assets/plugins/tinymce/jscripts/tiny\\_mce/plugins/filemanager/files/Presse/Communiques/Presse\\_2013-11-4\\_CP\\_Incinerateur\\_mpm.pdf](http://www.marseille-provence.com/assets/plugins/tinymce/jscripts/tiny_mce/plugins/filemanager/files/Presse/Communiques/Presse_2013-11-4_CP_Incinerateur_mpm.pdf)

**Incinération des déchets ménagers : les risques liés au stockage des mâchefers, peu de visibilité /**

GERMON LAURIE

PREVENTIQUE SECURITE, n° 131, 31/10/2013, p. 19-20

Les responsables et agents des communes et collectivités territoriales en charge de la gestion des déchets doivent envisager non seulement les risques pour l'environnement, mais aussi ceux qui mettent en cause la santé au travail. Dans cette étude, Laurie Germon présente le cas des déchets ultimes que sont certains mâchefers qui sont stockés dans un centre d'enfouissement technique. Elle observe que nous n'avons pas assez de visibilité sur le sujet.

Les 11 lettres d'information documentaire thématiques mensuelles, proposées par le réseau des documentalistes du CNFPT, traitent des informations relatives aux champs de l'action publique locale :

1. Action éducative et sport
2. Aménagement et développement durable des territoires
3. Culture
4. Droit public, collectivités territoriales, citoyenneté, achat public
5. Finances et gestion locale
6. Formation professionnelle, ingénierie de formation, pédagogie
7. Information, systèmes d'information
8. Sécurité, police municipale
9. Sécurité, sapeurs-pompiers et risques majeurs
10. Services techniques urbains et infrastructures publiques
11. Solidarité, cohésion sociale, enfance (lettre bimensuelle)

L'objectif de ces lettres est de fournir au lecteur une veille documentaire et de lui fournir des informations issues de la presse, de publications professionnelles et du web.

Les référents-documentalistes de ces lettres sont :

Brigitte BONIN (lettres n°6 et 7), Chantal COUPIGNY (lettre n° 2), Florence FLEURY (lettre n°4), Bérangère GODEMENT (lettres n°11), Hélène JURAIN (lettre n°3), Catherine LE QUERRE (lettre n°5), Annie MOREAU (lettres n°8 et 9), Fabienne ODILE (lettre n°10), Dorothée PLARD (lettre n°1).

D'autres thématiques viendront prochainement enrichir cette veille :

- Communication
- Europe, coopération internationale
- Fonction publique territoriale, statut
- Santé